



Liberté . Égalité . Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté imposant à la société SMURFIT-SOCAR (Papeterie de la Seine),  
sise 109 avenue de la Commune de Paris à Nanterre,  
des conditions complémentaires d'exploitation de ses installations

DIRECTION  
DE L'ADMINISTRATION GENERALE  
Bureau de l'environnement et des  
Installations Classées

**LE PREFET DES HAUTS DE SEINE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Affaire suivie par : M<sup>lle</sup> LEBRUN  
Tél. : 01 40 97 23 56

Dossier n° 4623 / A  
A.P N° 2001- 086  
R.A.A. : 2001- 525

- VU** l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du Code de l'Environnement,
- VU** le Code de l'Environnement, partie législative annexée à l'ordonnance précitée,
- VU** le Code de la santé publique,
- VU** la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,
- VU** le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (codifiée au livre V, Titre Ier de la partie législative du Code de l'Environnement), notamment son article 18,
- VU** l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle du circuit d'élimination des déchets générateurs de nuisances,
- VU** l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 réglementant la chaufferie exploitée par la société SMURFIT-SOCAR (Papeterie de la Seine), classable sous la rubrique 2910/A/1°,
- VU** l'arrêté préfectoral du 2 mars 1994 autorisant l'extension de l'activité de fabrication de papier et de carton, exercée par la société susvisée, classable notamment sous la rubrique 2440,
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 novembre 1995 portant agrément pour la valorisation des déchets d'emballage,

VU l'arrêté préfectoral du **6 juillet 1999** autorisant la société susvisée à exploiter une installation de combustion au gaz naturel et une installation de compression, classable sous les rubriques 2910/A/1 et 2920/1/a,

VU l'arrêté préfectoral du **26 juillet 1999** portant modification des prescriptions applicables aux installations de réfrigération équipées de tours aéroréfrigérantes,

VU le rapport de Monsieur l'Inspecteur Général du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées, en date du **24 septembre 2001**, imposant à la société SMURFIT-SOCAR de disposer, dans un délai de deux mois, d'appareils de secours pour remédier à tout dysfonctionnement, et de matières consommables pour assurer la protection de l'environnement,

VU la lettre en date du **15 octobre 2001** informant l'exploitant des propositions formulées par M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendu par le Conseil Départemental d'Hygiène Publique,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène Publique en date du **30 octobre 2001**,

VU la lettre en date du **26 novembre 2001** communiquant à la société intéressée les conclusions du Conseil Départemental d'Hygiène,

**CONSIDERANT** que tout dysfonctionnement risque de causer des nuisances importantes aux riverains et à l'environnement,

**CONSIDERANT** que le délai laissé à l'exploitant s'est écoulé sans aucune observation de sa part,

**SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général,

## **ARRETE**

### **ARTICLE I :**

- 1) De manière à protéger les intérêts visés par l'article L 511.1 du Code de l'Environnement, la société SMURFIT SOCAR – Papeterie de la Seine devra disposer du matériel et des équipements de secours nécessaires pour remédier dans les plus brefs délais à tout dysfonctionnement ayant une incidence sur les tiers (traitement des fumées, des eaux usées, nuisances sonores, etc. ...).
- 2) L'exploitant disposera des réserves suffisantes de produits ou de matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants.

Délai d'application : 2 mois.

## ARTICLE II :

Une ampliation du présent arrêté devra être déposée à la mairie de Nanterre, et pourra y être consultée.

Un extrait du présent arrêté devra être affiché :

- à la Mairie de Nanterre, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois.
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

## ARTICLE III :

M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

Mme. le Maire de NANTERRE,

M. l'Inspecteur Général, Chef du Service Technique Interdépartemental d'Inspection des Installations Classées,

Monsieur le Contrôleur Général, Directeur Départemental de la Sécurité Publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

FAIT A NANTERRE, le 14 DÉC 2001

LE PREFET  
Pour le Préfet, et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Pierre André PEYVEL